

La ghettoïisation des musulmans, terreau de l'islamisme

Jean-René Milot

Number 773, July–August 2014

L'Inde, terre de luttes et d'espoirs

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/71984ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Milot, J.-R. (2014). La ghettoïisation des musulmans, terreau de l'islamisme. *Relations*, (773), 20–20.

La ghettoïsation des musulmans, terreau de l'islamisme

JEAN-RENÉ MILOT

L'auteur est professeur associé au Département de sciences des religions et chercheur à la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté de l'UQAM

L'Inde compte entre 160 et 170 millions de musulmans, deux fois plus que l'Égypte ou l'Iran. Ceux-ci sont toutefois largement minoritaires, ne représentant que 13% de la population totale du pays. Pour la majorité d'entre eux comme pour la majorité des hindous, le fait de vivre dans un État laïque est compatible avec une allégeance religieuse avant tout personnelle. Cela n'empêche toutefois pas des franges islamistes de nourrir l'utopie de transformer l'Inde en un État islamique.

Les groupes islamistes actifs en Inde se rattachent à trois mouvances principales. La première est issue de l'École de Deoband. Selon son idéologie à saveur panislamiste, tout musulman, dans chacun des pays où l'islam est menacé, a le devoir sacré de défendre le territoire de l'islam contre les ennemis. En l'occurrence, ces ennemis sont les chrétiens et les sionistes qui attaquent des pays musulmans voisins. Cet appel au djihad est généralement resté rhétorique sans se traduire par des actes de violence en Inde.

La deuxième mouvance est celle du parti Jamaat-e-Islami, fondé en 1941 par Abu Ala Maududi, le tout premier théoricien de l'État islamique, une sorte d'État-nation moderne islamisé soumis à Allah, au Coran et aux normes de la charia. Propulsé par le succès de la révolution islamique iranienne de 1979, son parti a connu un succès électoral durable au Pakistan et au Bangladesh, où l'islam est largement majoritaire. En Inde, toutefois, cette stratégie étant inappropriée, le Jamaat s'est tourné vers une autre recette gagnante, celle que les Frères musulmans ont appliquée en Égypte et au Moyen-Orient : tout en prônant l'harmonie, il enjoint aux musulmans de s'engager dans l'action sociale et de convertir les non-musulmans quand c'est possible. Un rejeton djihadiste, désavoué par le Jamaat, le Students Islamic Movement of India, a été interdit par le gouvernement indien en 2001.

La troisième mouvance, le wahhabisme, provenant de l'Arabie saoudite, compte peu de membres du fait qu'il suscite un attrait culturel limité. En effet, l'islam indien¹ est très différent de celui pratiqué en Arabie saoudite : le soufisme, abhorré par les wahhabites, a exercé une influence marquante en Inde, non seulement auprès des musulmans, mais également dans la vie des hindous et des sikhs. Cela n'a pas empêché les monarchies du Golfe d'injecter des pétrodollars pour la construction de mosquées et d'écoles islamiques en Inde. Par ailleurs, le groupe djihadiste wahhabite le plus important, le Lashkar-e-Taiba (« Armée des

purs »), est placé sur la liste officielle des organisations terroristes par l'Inde et divers pays occidentaux.

En tant que minorité elle-même visée par le terrorisme fondamentaliste hindou, les musulmans indiens ne peuvent se passer de coalitions démocratiques qui rendent inopérantes les idéologies extrémistes. Toutefois, ces idéologies deviennent opérantes lorsqu'elles prennent racine dans le terreau fertile que constitue la situation précaire des communautés musulmanes indiennes. Ségrégation spatiale, discrimination, ghettoïsation et paupérisation sont autant de séquelles des émeutes intercommunautaires. Pour échapper à cette violence, des musulmans n'ont souvent d'autre recours que de fuir vers des bidonvilles. Victimes de discrimination sur le marché du logement, d'autres viennent se joindre à ces communautés par ailleurs facilement repérables et vulnérables au profilage résidentiel. C'est ainsi que disparaissent progressivement des zones mixtes où cohabitaient hindous et musulmans et que se forment des ghettos ethnoconfessionnels.

La ghettoïsation est à son tour porteuse de paupérisation : la vie aux marges de la société entrave l'accès à l'éducation et à l'emploi. Les jeunes musulmans deviennent alors une proie facile pour les stratégies de bienfaisance déployées par des groupes islamistes. En même temps, le travail à l'étranger – notamment dans les pays arabes du Golfe – devient un moyen providentiel de subvenir aux besoins d'une famille. Toutefois, de retour chez eux, les travailleurs ainsi exposés à un type d'islam rigoriste deviennent perméables à l'idéal islamiste de purification de l'islam indien, marqué au fil des siècles par les influences de la culture ambiante.

C'est sur cette toile de fond que le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi a été porté au pouvoir en mai dernier. Cela n'a pas de quoi rassurer les musulmans, en raison du rôle que Modi semble avoir joué dans les émeutes de 2002 au Gujarat alors qu'il y était au pouvoir (voir article de Mathieu Boisvert, p. 17). Plus récemment, le BJP promettait aux électeurs deux actions chères aux fondamentalistes hindous : construire un temple dédié au dieu Rama sur l'emplacement de la mosquée détruite à Ayodhya et imposer aux musulmans un code civil commun, étant entendu que ce code serait celui de la majorité, c'est-à-dire inspiré de l'hindouisme. Paradoxalement, c'est faire là ce dont rêve l'islamisme, à savoir transformer un État officiellement laïque en un État régi par une loi religieuse. Ce n'est pourtant pas ce dont rêvent la plupart des hindous et des musulmans, eux qui désirent voir inscrites dans une loi laïque commune les valeurs d'égalité et de liberté qui les unissent au-delà des affrontements entre extrémistes religieux.

1. Voir J.-R. Milot, « L'islam indien », dans *L'Inde et ses avatars*, Montréal, PUM, 2013, p. 333-358.